



LE DÉCHAÎNÉ



Journal de gilets jaunes de Monthieu. N°3, St-Étienne le 27/12/18



SAMEDI 29/12

8H CENTRE DEUX

14H PLACE DU PEUPLE

MOBILISATIONS-ACTIONS

ACTE VI : « ON SE DISPERSER ET ON SE RETROUVE », « MAIS IL EST OÙ CE CONTRAT ? »

40 000 manifestants et 220 arrestations. Soit plus de 20 000 de moins que la semaine dernière. Toujours plus de 80 000 policiers mobilisés sur tout le territoire. Soit plus de policiers que de manifestants. Rien qu'à Sainté nous étions au moins 2 000. Rien de plus à ajouter.

Résumé partiel des actions du week-end:

- Samedi 22 : filtrage de l'A47 et blocage à la station du Gier de 8h à 11h du matin jusqu'à l'arrivée de 12 camions CRS ; le Progrès et BFM congédiés sur le champ.
- Dimanche 23 : blocage du MacDo de la Fouillouse ; blocage du Casino JOA de Montrond-les-Bains.

Samedi 22 : manifestation à Sainté :

13h : le rendez-vous est donné au zénith, merveille architecturale de notre temps ! « Que fait-on ici ? Mais où sont les organisateurs ? » Discussions animées sur la (en)marche à suivre.

14h : C'est reparti comme en 2018, direction Carnot. Les flics en armure et en civil sont partout. Le commissaire-papa souhaite que nous nous dirigions vers le stade mais le cortège prend la direction opposée. Nous ne sommes pas des enfants Monsieur. Les flics bloquent le cortège afin de nous empêcher de nous rendre en centre-ville. Nous les longeons et nous empruntons la rue Pierre Dupont en direction de Châteaureux. Des groupes de gilets bleus bloquent chacun des passages en dessous du Crêt de Roc. Au croisement de la rue de Treyve, nous passons devant une bonne bande organisée de flics nationaux : 6 voitures et 1 camion. Quand le début du cortège est déjà bien avancé, l'arrière l'appelle à faire demi-tour. La plus grande partie des flics a décampé. Il ne reste plus qu'une poignée de curiosités non-locales en uniforme. La foule scande : « laissez passer ! ». Quelques-uns cherchent à négocier, les mains levées. Contre toute attente, les policiers ne font pas opposition quand le cortège s'engouffre dans la rue. Quelques mètres plus loin, des nationaux bien plus équipés bloquent la voie. La stratégie victorieuse est retentée pendant plusieurs minutes. Sans succès. Alors un manifestant propose « tant pis, on recule », une autre répond « y'en a marre de reculer toutes les semaines, on avance ! ». Mais les flics se font menaçants. Nous réfléchissons. Nous discutons. Nous improvisons. Certains profitent d'une brèche dans une barrière pour monter sur les voies du train. Après plusieurs minutes à hésiter entre forcer le passage, reculer, passer par les rails direction Carnot ou Châteaureux, une autre stratégie fait sa place. « On enlève tous nos gilets jaunes, on se disperse et on se retrouve à la préfecture ! ». Tout le monde reprend l'idée : « enlevez vos gilets jaunes ! enlevez vos gilets jaunes ! ». Nous avançons par groupes dans la Grand'rue et les 4 parallèles les plus proches. Pas de policiers en vue avant les voies d'accès à la Préfecture.

15h : Coucou c'est re-nous, des GJ réapparaissent place Jean Jaurès, sur la voie du tram. Moment de retrouvaille en plein centre de Sainté. Nous patientons, nous observons, le bleus nous encerclent, le seul point de repli sûr en cas de pétage de plomb massif en bande organisée de leur part, est en direction de Jacquard. Entre patinage, gaufre, luge et flics prêt à faire feu, il n'y a pas de doutes, c'est Noël !

15h10 : « On va à Jacquard ». C'est parti par la rue de la résistance. « Mais Jacquard c'est pas par là ! ». Tant pis, on avance, pétards et « Macron démission » en bande son. Petite pause fumigènes sur la place du peuple et nous repartons. Les magasins ferment leur rideau à notre passage.

15h45 : Les flics protègent Centre Deux. Leur chef nous parle « reculez ! respectez la distance de sécurité ! » puis « merci de respecter le contrat ». Les gilets jaunes qui arrivent à entendre le mégaphone tout pourri se demandent : « tu as signé un contrat toi ? », « mais il est où ce contrat ? ». Mains levées, des GJ s'autoproclamant pacifistes cherchent à parlementer avec les policiers impassibles. La marseillaise est entonnée. Un GJ propose de se mettre à genoux, mains derrière le crâne « parce qu'on est pris en otage ». Un autre lui répond « ça va pas, je ne vais pas me mettre à genoux devant ces chiens, c'est à eux de se mettre à genoux ». Difficile de rester patients. Une bouteille en plastique et une pierre vole. Tollé des GJ pacifistes : « On ne jette

patients. Une bouteille en plastique et une pierre vole. Tollé des GJ pacifistes : « On ne jette rien ! ». Un mégaphone fait son apparition et son propriétaire d'usage tente de nous convaincre, « aujourd'hui on va leur montrer qu'on est plus intelligent qu'eux. On retourne à la Préfecture ! ». Comme c'est souvent celle ou celui qui parle le plus fort qui décide, la foule fait demi-tour. Au passage, un groupe commence à chercher celui qui a lancé un projectile : « c'est lui ! » pour le menacer (pacifiquement ?) de ne pas recommencer. Quand d'autres s'interposent, le groupe se justifie « on est devant, il nous met en danger », « qu'il aille devant, jeter des objets les yeux dans les yeux des CRS ». Nous marchons donc, à pas pressé jusqu'à la Place du Peuple. Un groupe prend à droite direction Châteaureux, un autre passe par les petites rues commerçantes et longe le marché de Noël jusqu'aux marches de l'Hôtel de Ville. Ensuite direction la Préfecture.

16h45 : nouveau face à face avec les gugusses armés. Beaucoup plus rapproché. A quelques mètres, un cordon de Bacqueux attend, serflex à la main. Les GJ pacifistes, toujours mains levées, passent à l'action (c'est à ne plus rien y comprendre. C'est finalement des casseurs eux aussi ?). Les plus avancés parlent avec la milice d'État et proposent d'avancer doucement. Doucement mais avec une légère insistance. Les flics bloquent puis frappent. Ça pousse plus fort et à plus nombreux, puis ça mousse : les gazeuses à mains sont utilisées et rapidement des grenades volent, rebondissent dans les arbres et tombent dans les pieds. Nous entendons les balles de flashball ricocher sur les corps et le mobilier urbain qui sert de protection précaire. Les représentants de l'ordre participent à l'organisation du désordre (c'est à ne plus rien y comprendre). GTA Sainté City : Ils courent, ils tirent, ils chargent. De la préfecture à la place du Peuple, le centre-ville est rapidement dans le brouillard. Les badauds attrapent leurs enfants et courent dans les rues. Des petits en pleine séance de patinoire se font gazer. Sac de courses à la main et stupeur sur la place : « c'est eux les casseurs ? », « il faut filmer pour dénoncer ce que fait l'État ! ». Les keufs poussent tout le monde jusqu'à la place du Peuple, puis au-delà. Ils dégagent tout le monde des rues adjacentes. Puis c'est la course au chiffre et à l'arrestation sommaire. Des camions de nationaux roulent à toute allure, portes ouvertes, puis freinent fortement à l'approche d'un groupe pour laisser les robocops les poursuivre. D'autres rouleront plus doucement dans la Grand'rue encore très fréquentée. Ils interpellent les passants au faciès. Ça grouille de bleus. Bonnes fêtes à toutes et tous. Un groupe de GJ retourner à Monthieu et en profite pour allumer un feu d'artifice devant l'odieux bâtiment jaune des impôts.

Premier bilan de la journée : un centre-ville sous les gazs et les flash-balls, une chasse à courre orchestrée par nos charmants accompagnateurs, 2 bouteilles en plastiques et 3 pierres lancées. 1 poubelle brûlée. 0 vitrine cassée. Des blessés. Des arrestations. Noël a eu lieu, nous n'avons rien obtenu et il faudrait que « ça cesse ». Messieurs Dames les gouvernants, sachez que ça ne cessera pas de sitôt et puis ce mouvement est comme un repas de famille de Noël : on se salue, on s'embrasse, on mange, on s'engueule, on pleure et on se tarte ! Finalement quand c'est tous les jours Noël, pourquoi ne pas en profiter ? Courage à toutes et tous, les GJ sont toujours là.



Sainté le 15/12/18

RÉPRESSION POLICIÈRE – LA DICTATURE EN MARCHÉ ?

Au début du mouvement des Gilets Jaunes seules les images de Paris sont passées en boucle dans les médias d'État. Nous assistons effarés à des images insoutenables d'hommes et de femmes, souvent des retraités revêtus d'un GJ, sans arme ni violence se faire gazer, matraquer et tirer comme des lapins par les policiers, puis arrêter et pour les plus malchanceux, mis en prison. Pour le droit de manifester son mécontentement faudra aller ailleurs. À Paris les manifestants sont parqués dans des zones comme des animaux sans pouvoir en sortir et seront gazés de lacrymogènes du matin au soir, paraît que ça libèrent les bronches.

Pour la seule journée du samedi 01/12 à Paris un rapport tombe, près de 10 000 grenades auraient été utilisées. Parallèlement, les policiers ont fait usage de 800 grenades dites de « désencerclement » et surtout de 339 grenades GLI-F4, ces munitions explosives, objet de polémique après plusieurs drames. Il faut y ajouter 776 cartouches de lanceurs de balles de défense. Du côté des manifestants combien d'œil crevés avec les tirs de flash-ball au visage ? Combien de pieds et de mains mutilés avec l'utilisation des grenades GLI-F4 ? Son nom est aussi barbare que les blessures qu'elle inflige : GLI-F4. Composée de 25 grammes de TNT et d'une charge lacrymogène, cette grenade tutoie les 165 décibels lorsqu'elle explose, soit plus qu'un avion au décollage. Surtout, son effet de souffle ainsi que les multiples résidus projetés mutilent autant qu'ils assourdissent. Las de comptabiliser les blessés, un collectif d'avocats organise une riposte juridique majeure contre cette arme militaire. Arme que la France est d'ailleurs la seule à utiliser en Europe dans le cadre du maintien de l'ordre. Membres arrachés, yeux crevés, lambeaux de peau ou de chair lacérée. la contestation des GJ ne déroge pas à son quota de mutilés. Combien ? Selon le collectif *Désarmons-les* : Zineb Romdhane, 80 ans a été tuée à sa fenêtre à Marseille par un tir de lacrymo, 4 manifestants ont eu la main arrachée par une grenade GLI-F4, 9 ont été éborgnés par un tir de flash-ball et un a perdu définitivement l'audition. « Dans une démocratie, la violence légale doit rester légitime, or la ligne de démarcation a été franchie. Il y a eu un usage indiscutablement disproportionné de la force », tonne l'avocat William Bourdon. L'Allemagne et l'Italie obtiennent des résultats équivalents, voire meilleurs, en maintien de l'ordre. Pourtant, ils n'utilisent que deux armes : les grenades lacrymogènes et le canon à eau. » Ces stratégies du tir au pigeon et d'enfermement de masse ne sont pas nouvelles, n'oublions pas qu'en 2005, hors des centres-ville, des dizaines et des dizaines de quartiers pauvres et de banlieues s'étaient révoltés (pas seulement par l'émeute) et ont subi le même type d'exactions dans la quasi indifférence générale et même plutôt d'un œil complaisant pour les forces gouvernementales. Aujourd'hui tout a changé, aujourd'hui la chasse est ouverte pour tout le monde.

Pour leurs bons et loyaux services les policiers seront récompensés d'une prime exceptionnelle de 300 euros ainsi que d'une augmentation net de leur salaire allant de 120 à 150 euros et l'État s'engage à leur payer leurs nombreuses heures supplémentaires accumulées depuis des décennies. Comme quoi ça paye de tabasser du manifestant pacifique, faire un usage disproportionné de la force, tirer aux flash-ball aux visages des manifestants quitte à leur crever un œil, utiliser des armes militaires telle que les fameuses grenades GLI-F4 qui mutilent les manifestants. Quelle sera la prochaine étape et les prochains ordres de notre chère Ministre de l'Intérieur pour faire cesser toute contestation ?

Le gouvernement cherche par tous les moyens à discréditer le mouvement et à minimiser l'impact du mouvement des GJ. L'écart entre les données officielles et certains chiffres avancés sont abyssaux. Au 17 Novembre, première journée de mobilisation des GJ, le Ministre de l'Intérieur annonce 282 710 personnes pour quelque 2 000 événements. Pour le syndicat *France police-Policiers en colère*, cela ne tient pas la route. L'organisation a communiqué le chiffre de 1,3 million de GJ dans les rues, seul les chiffres de gouvernement seront martelés à l'écran dans les médias d'état et aucun vrai travail journalistique n'aura été fait lors du mouvement des GJ, pour la

désinformation regardé BFM TV, pour l'information faudra se débrouiller soi-même.

Samedi 24 novembre, acte 2 des GJ, comme l'on pouvait s'y attendre les chiffres annoncés par le ministre de l'intérieur Christophe Castaner pour cette mobilisation du 24 novembre sont largement à la baisse. Selon le syndicat des *Policiers en colère*, les manifestants sont sept fois plus nombreux que ce que déclare le Ministère de l'Intérieur, qui encore une fois minimise la véritable ampleur de la participation des GJ dans l'Hexagone. Castaner a annoncé 105 000 contestataires seulement tandis que le syndicat *Policiers en colère* à quant à lui dénombré quelques 750 000 GJ sur tout le territoire. Ce comptage tient compte d'un doublement des postes, un GJ ne couvrant pas une plage horaire de cinq heures ou plus sur un point de protestation. Le syndicat fait également savoir que la baisse de la participation d'environ 25 % par rapport à samedi dernier est probablement liée aux violences amplifiées par les médias qui découragent les familles à se rendre sur les points GJ pour des raisons de sécurité. Il constate aussi une augmentation significative du nombre de GJ apposés sur les planches de bord des véhicules en circulation.

Gilets jaunes acte 3 et 4, cette fois-ci le chiffre officiel annoncé par le Ministre de l'intérieur pour la mobilisation du 01/12 sera de 136 000 manifestants partout en France et pour le 08/12 le ministre de l'intérieur nous donnera les mêmes chiffres, à ce demander s'il se donne réellement la peine de compter. Toujours le même grand écart entre les chiffres annoncés par le gouvernement et ceux des syndicats de police qui annonce pour cette mobilisation du 01/12 plus de 700 000 manifestants.

Pour les premières mobilisations des GJ le gouvernement n'aura de cesse de décrédibiliser par le biais des médias : de réduire le mouvement des GJ à un groupe de casseur et ne parlant que de Paris et que de la casse. Dans les médias d'État très peu d'images vous seront montrées de provinces de France où bon nombre de manifestations pacifistes ont eu lieu, seules la casse fait la une. Après le pari perdu de la violence suscitant la peur, les sondages d'opinion gouvernementaux sont nettement du côté des GJ (près de 80% de la population soutiendrait le mouvement). Les stratagèmes macronistes pour diviser les GJ ne prennent pas. L'un d'eux consiste à investir des représentants préposés au dialogue complaisant et aux sorties délirantes dans les médias. Triste recours ! Notons d'ailleurs que le gouvernement avait déjà eu recours à l'épouvantail de l'ultra-droite, puis de l'ultra-gauche pour définir le mouvement des GJ. L'ultra-gauche-droite est née, ainsi soit-il !

Pour les GJ il aura fallu attendre l'acte 4 samedi 08/12 et manifester plus de 20 jours consécutifs pour voir s'offrir un tas de miettes par notre chère et bon monarque Emmanuel Macron, tel un os à ronger jeté à son chien. Macroûte nous dit comprendre la souffrance et la détresse des français et fait l'incroyable effort d'augmenter la prime d'activité de 80 euros, une hausse payée par le contribuable lui-même, elle est pas belle la vie ? Combien de blessés ? De morts ? De dégâts engendrés tout au long de ces manifestations, pour obtenir un si maigre résultat.

CONTINUONS LA LUTTE, NOS SACRIFICES ET NOS EFFORTS NE RESTERONT PAS VAINS.



GILETS JAUNES DES DOM-TOM

Les DOM-TOM ce sont 12 terres : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, La Nouvelle-Calédonie, La Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres Australes et Antarctiques Françaises et les îles de Wallis-et-Futuna soit près de 2.6 millions d'habitants, dont 1.2 millions de jeunes. Ces territoires, avec des statuts juridiques différents, sont tout simplement des colonies où rappelons-le, la traite négrière battait son plein jusqu'à son abolition en 1815 et l'esclavage jusqu'en 1848. Ces dernières décennies les habitants de ces territoires se révoltent très régulièrement, par exemples en 2009 en Guadeloupe et en Martinique ou dernièrement en 2016 contre la loi Travail. Les multinationales et les importateurs-distributeurs s'en mettent plein les poches, dans les DOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Réunion) les prix sont en moyenne 10 % plus élevés qu'en France. L'écart sur les produits alimentaires est de plus de 30 %. Le taux de chômage est de 25 % en moyenne. Concernant les TOM (Saint-Martin, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises qui sont quasi inhabitées), sans faire une liste par territoire, il en va de même que pour les DOM, les prix sont plus élevés et le taux de chômage plus important qu'en France. La Nouvelle-Calédonie sans être complètement indépendante possède un statut juridique particulier : le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, formé par la réunion d'une partie des élus des assemblées provinciales, est un « Parlement local » disposant depuis 1999 d'un réel pouvoir législatif (préparant et votant des lois du pays) et de contrôle sur l'exécutif incarné par un gouvernement collégial. Cette île est régulièrement agitée par des révoltes.

Qu'en est-il de la mobilisation giletjaunesque ? Dans les médias aucune information ne filtrent depuis le 05/12, exceptée pour la Réunion. Ceci n'est pas une liste exhaustive de ce qu'il se passe réellement, nous avons essayé de glaner un maximum d'informations sur internet.

Guadeloupe, Martinique, Polynésie française et Mayotte : Il semblerait que la mobilisation soit plutôt faible. Quelques opérations escargots, occupation de centres commerciaux, rassemblement devant les préfectures et habillage de radars.

Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin : Aucune information. A noter que pour les îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, le 06 septembre 2017 un ouragan s'est abattu en provoquant d'énormes dégâts. Plus d'un an après, les reconstructions ne sont toujours pas terminées et les habitantes et habitants se sentent complètement délaissés.

Guyane : Mobilisation assez suivie avec des ralentissements de la circulation et des opérations devant des centres commerciaux à Saint-Laurent-du-Maroni et des rassemblements devant la préfecture à Cayenne (le dernier en date le 21/12).

Réunion : La mobilisation est très forte, des blocages, des occupations et des affrontements avec la police ont lieu régulièrement. La ministre des Outre-mer Annick Girardin a passé trois jours sur place début décembre et aurait multiplié les rencontres avec les manifestants puis elle s'est entretenue depuis Paris par visioconférence avec une délégation de GJ. Ces derniers lui ont remis un « livre jaune », compilant une liste de revendications autour de cinq thèmes : la vie chère, l'emploi, le pouvoir d'achat, le manque de transparence et l'annulation de la dette fiscale des TPE et PME. Les échanges ont été retransmis à la télévision.

Nouvelle-Calédonie : le 01/12, 400 GJ se sont réunis devant le siège du gouvernement pour « dénoncer les inégalités sociales, la vie chère et en soutien aux GJ de France ». Nous n'avons aucune autre information.

Îles de Wallis et Futuna : 3 mois se sont écoulés depuis le début du conflit social à l'administration supérieure. Ce mercredi 26 décembre au soir, un protocole de suspension de la grève a été signé entre le syndicat SACEWF-UATS-UNSA et l'administration supérieure à Havelu. C'est le premier accord depuis la présentation du cahier des charges des grévistes, le 10 septembre dernier. Le ministère des Outre-mer a validé la création d'un comité de suivi de l'intégration d'agents territoriaux dans la fonction publique. De leur côté les services de sécurité et les pompiers du fenua sont toujours en grève. Les pompiers revêtent le gilet jaune.



PPP (Partenariat Public Privé) ou comment les multinationales prennent le contrôle des États ?

Volume 1 : Vinci, Eiffage et les autoroutes françaises

L'année 2001 amorce le processus de privatisation des autoroutes publiques. Celles-ci sont bradées au secteur privé du BTP (Vinci, Eiffage) sous forme de *concessions* permettant aux actionnaires d'engranger des dividendes faramineux. « Distorsion entre péages et coûts », « opacité des tarifs », « maximisation des recettes », en 2008 la cours des comptes dénonce les dérives du système autoroutiers français « devenu trop favorable aux concessionnaires ». Les dividendes engrangés ne sont plus réinvestis dans les infrastructures et l'intérêt public passe au second plan.

En 2015, lorsque Macron était Ministre de l'Économie sous le gouvernement Hollande, l'État se lance dans l'investissement d'une vingtaine de grands travaux autoroutiers et annonce le 26 janvier 2017 une enveloppe de 800 millions d'euros supplémentaire. Ce coût pour le contribuable est légitimé par l'éternel dogme de la *création d'emplois*. Fable néo-libérale absurde quand les concessionnaires accélèrent le remplacement du personnel au sein des péages par des automates. Les citoyens français financent donc à la fois les travaux d'infrastructures, ET les dividendes exorbitants des actionnaires de Vinci ou d'Eiffage lorsqu'ils passent à la caisse des péages. Péages dont les tarifs augmentent chaque année d'une façon exponentielle et injustifiée. L'ARAFER (Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières) dénoncera d'ailleurs en 2015 au sujet des concessionnaires que « les dividendes versés [...] ont fortement augmentés pour atteindre 3,3 milliards d'euros (+127,5% par rapport à 2014) ». Reste à savoir si ce pillage de l'argent public par le privé est le fait d'une incompétence crasse de nos dirigeants ou d'une simple connivence ? N'oublions pas que « Loïc Rocard (fils de Michel Rocard) s'occupe du pôle transport au sein du cabinet du Premier ministre, après avoir été directeur d'exploitation de Cofiroute (Vinci) depuis 2014. [...] Ces passerelles favoriseraient-elles des convergences de point de vue, voire des connivences entre acteurs publics et privés, au détriments des administrés ? »

La multinationale Vinci, au chiffre d'affaire pharaonique de 40,248 milliards d'euros en 2017, s'est targué d'un récent communiqué assez symptomatique de notre époque. Suite au mouvement des gilets jaunes et des actions *péages gratuit*, l'entreprise à vainement tenté de récupérer ses pertes en menaçant ses usagers de poursuites judiciaires. Invalidé par la justice, la requête du prédateur restera lettre morte. Vinci Autoroutes rappelle alors dans un dernier communiqué « son indignation après les nombreuses dégradations d'ouvrages et équipements publics et exprime son soutien à ses salariés, qui subissent des incivilités inacceptables et demeurent mobilisés 24h sur 24 pour assurer la continuité du service public et la sécurité des usagers ». Non content de s'accaparer l'argent des contribuables, Vinci se substitue ici clairement à l'État en usurpant son rôle de « service public ». Une étrange conception de la notion de *public* dépouillé de sa fonction première : celle de servir l'intérêt commun et non les intérêts cupides et voraces de quelques uns.

« Sans l'Etat et ses interventions économiques, les multinationales n'existeraient pas elles-mêmes, et elles ne pourraient pas jouir du pouvoir de marché qu'elles sont parvenues à exercer. Leur raison d'être est plutôt de tirer de l'argent de l'Etat — tant qu'elles le contrôlent. »

James K. Galbraith.



Communiqué du 17/12 des 8 hommes et femmes inculpés lors de la révolte contre la loi Travail

Le jeudi 7 mars 2019 aura lieu au Tribunal de Grande Instance de Saint-Étienne, l'audience où nous serons jugés pour des faits en lien avec le mouvement contre la Loi Travail du printemps 2016. Nous sommes accusés de dégradations que nous aurions commises lors des manifestations de ce mouvement.

Nous sommes 8 personnes engagés à divers niveaux dans la vie locale, à Saint-Étienne et ailleurs, dans des luttes politiques, syndicales... Trois ans après ce mouvement social, nous espérons que ce procès sera enfin la fin d'une longue série, qui sans relâche depuis 2016, accable celles et ceux qui ont lutté et manifesté à ce moment-là. Et aux vues de la situation actuelle et de la répression qui s'en découle, la spirale juridique semble loin d'être terminée pour celles et ceux qui luttent.

Nous souhaitons faire ce rapide mot sur la situation, pour surtout vous remercier ici grandement pour tout le soutien amical, militant, et la solidarité financière déjà exprimée avec générosité jusqu'à ce jour. Un procès, les frais d'avocat, les probables amendes, c'est une nouvelle fois un poids, une pression insidieuse maintenue sur celles et ceux qui veulent se battre pour une transformation politique et sociale, alors ces gestes de soutien sont plus que bienvenus. Il est possible de faire un geste de soutien financier à la caisse de solidarité (écrire à cgt.precaires.saintetienne@gmail.com).

L'audience est prévue à 13h30, il y aura un rassemblement de soutien devant le TGI ce jour-là.

Une pétition est disponible ici : <https://www.change.org/p/cgt-precaires-saint-etienne-non-au-proc%C3%A8s-politique-soutien-aux-jeunes-de-saint-%C3%A9tienne>



Benjamin Griveaux
@BGriveaux



Donc, « on » lynche des policiers, « on » chante la quenelle de Dieudonné à Montmartre, « on » reprend les codes des années 30 pour renverser la République, « on » décapite l'effigie du président...

Derrière ces « on », un seul visage, lâche, raciste, antisémite, putschiste.

Stop.

♡ 11,7 k 20:08 - 22 déc. 2018



Benjamin Grivelle

Donc, « on » envoie les policiers lyncher à notre place, « on » chante la Marseillaise en feignant d'oublier que c'est un chant révolutionnaire, « on » a jamais abandonné les codes et les pratiques de toutes les périodes sombres de l'histoire de France pour maintenir la République, « on » parque des enfants et des adultes pendant des mois dans des prisons sous prétexte qu'ils n'ont « pas de papiers »...

Derrière ces « on », un seul visage, lâche, raciste, méprisant, irresponsable.

Stop.

Samedi 22/12, nouvelles de Paris et de Versailles : les services de police se font « giletsjaunés » ! 600 bleus mobilisés pour le maintien de l'ordre de... 30 gilets jaunes. Le gros de la manifestation parisienne se rejoignait pendant ce temps à Montmartre. L'État n'acceptant pas de se faire « giletsjauné » trouve en la personne d'Eric Drouet un bouc-émissaire parfait. Laurent Nuñez, secrétaire d'État auprès du ministère de l'Intérieur nous apprend que « M. Drouet a appelé à cette manifestation, il a donné un certain nombre de lieux de rendez-vous sur les réseaux sociaux, et il était présent à ces rendez-vous. Donc c'est un organisateur. Et c'est un délit d'organiser une manifestation non déclarée, il faut le rappeler. [...] Il a été interpellé de ce chef. Et par ailleurs il se trouve qu'il a été trouvé porteur d'une matraque, et qu'un autre gilet a été retenu qui est celui de participation à un groupement violent. » Lolo n'aime vraiment pas la « giletjaunisation ».



Édouard Philippe, toujours aussi naze en communication

Notre 1^{er} Ministre connu essentiellement pour cette déclaration : « *il faut que ça cesse* », innove cette semaine en matière de stratégie de manipulation. Après avoir été noyauté par l'ultra gauche-droite, les GJ seraient infiltrés par des hordes d'antisémites. Il ajoute : « *Je ne confonds pas ceux qui manifestent de cette façon [violente] et ceux qui pacifiquement expriment des revendications* ». Il dénonce qu'« *au fur et à mesure qu'il dure, ce mouvement se traduit par une radicalisation d'une grande violence* ». Le grand mot est de sortie, la « *radicalisation* ».

De quelle « *radicalisation* » parlez-vous ? Des GJ de Droite ou de Gauche qui bascule vers l'ultra gauche-droite ? Des chrétiens, des musulmans ou même des bouddhistes qui deviennent tout à coup des intégristes patentés ? Peut-être vous vous réferez au sens où l'entendait Marx, c'est-à-dire analyser les causes d'un problème à la racine ? Dans son cas se questionner sur le capitalisme dans son ensemble et pas seulement sur une période et/ou un thème particulier. Autrement dit, se casser le cul à réfléchir sur le fond d'un sujet.

Merci d'arrêter de nous prendre pour des débiles profonds !

J'ai un « projet »

Le « **projet** » d'Emmanuel Macron est celui de l'émancipation du travailleur qui deviendrait « *acteur de sa propre réussite* ». La loi Travail a détruit une bonne partie du Code du Travail élaboré en premier lieu pour protéger les travailleurs de la gente exploitante. Or quel visage prend ce travailleur émancipé sauce 2.0 ? Celui d'un uber qui livre 45 heures par semaine des pizzas en vélo par moins douze degrés pour 800 euros par mois. La réalité du « **projet** » est celle qui aura permis l'émergence d'un travailleur encore plus pauvre que le smicard..

Smartphone

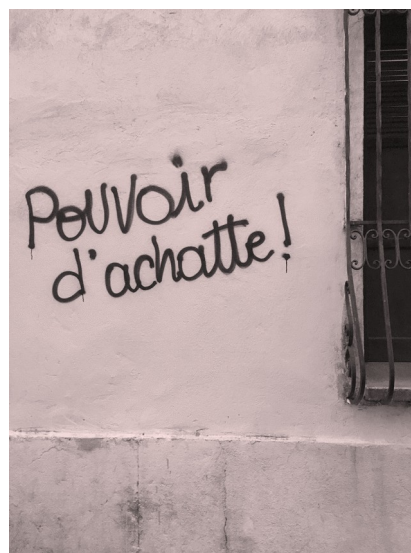
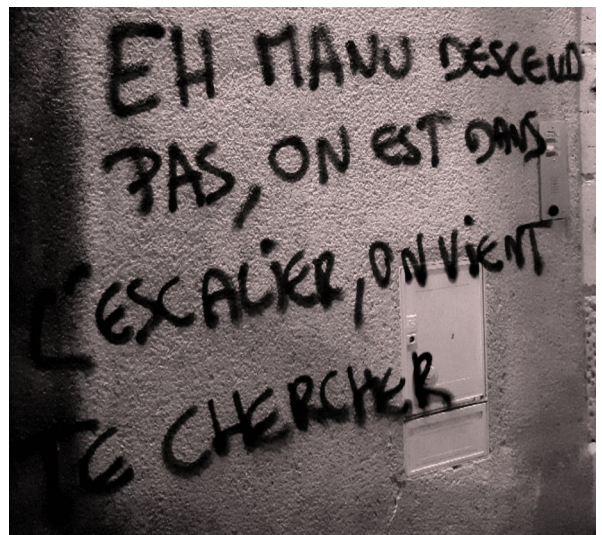
Filmer ou prendre des photos lors d'une action ou d'une manif permet de garder un souvenir mais cet engin est aussi le « *meilleur ami* » de la police. Que vous ayez « *quelque chose à vous reprocher ou pas* » n'est pas la question. Merci de faire attention quand vous l'utilisez. En cas de garde-à-vue, il est une mine d'informations pour les flics.

A l'adresse de Christophe Chalençon et Jacline Mouraud

Christophe, vous seriez un représentant des GJ du Vaucluse et vous auriez déclaré ceci sur facebook : « *J'en appelle à monsieur Macron, ou s'il ne veut pas plier, aux militaires. Aujourd'hui c'est aux militaires d'entrer en jeu pour permettre la mise en place de ce gouvernement [de transition qui écoute le peuple].* » Alors écoutez-nous bien : premièrement vous êtes seulement le représentant de votre cul et deuxièmement nous ne nous sommes pas battus pour être dirigé par un régime totalement militaire, donc totalisant (l'armée et la police occupe déjà les campagnes et les villes, il faudrait en plus qu'il nous gouverne ouvertement) et par essence fasciste. Si ce système gouvernementale vous donne une demi-molle, n'attendez plus, engagez-vous dans l'Armée et n'en parlons plus !

Jacline, vous aimez les hommes politiques avec « *des couilles* ». Vous aimeriez vous faire insulter et toucher à l'Assemblée plusieurs fois par semaine parce que vous êtes une femme ? N'attendez plus, créez votre propre parti, engagez-vous en politique politicienne et n'en parlons plus !





OCCUPER LE ROND-POINT DE MONTHIEU

Malgré les annonces de GazeTaMère et les pressions policières, nous occupons toujours le rond-point de Monthieu

Les gilets jaunes de Monthieu ont besoin :

- De présences quotidiennes sur le rond-point***
- De mains d'œuvre pour constructions***
- De bois ou de palettes pour se chauffer***
- De thermos de café et de thé chaud***
- De dons de nourritures***
- De plans pour imprimer Le Déchaîné à peu de frais***

À pied, en vélo, à cheval, en voiture : criez, klaxonnez, traversez

Travailleuses, travailleurs, branleuses, branleurs, étudiantes, étudiants, lycéennes, lycéens, chômeuses, chômeurs, rsa-istes : la méga classe en gilet jaune

Syndicats rejoignez la lutte. Veuillez ne plus signer des accords pour récupérer deux-trois miettes que les gouvernants vous jettent. Votre arme c'est la grève générale

Nous lançons un appel à approfondir notre réflexion, ne proposons pas que des mesures fiscales et sociales mais aussi politiques. Pour plus de démocratie. Pour la démocratie directe réelle

Si vous voulez nous rencontrer pour apporter votre contribution à la lutte contre Macron et son monde, rendez-vous au rond-point de Monthieu 7/7j



DÉCEMBRE 2018 - N°37

SAINT-ÉTIENNE

VILLE DESIGN LE MAGAZINE



Un Noël
grandiose!



www.saint-etienne.fr

Saint-Étienne
L'expérience lacrymo